

**MARCHÉ**



- Gros bovins finis : Volonté de pression sur les prix des animaux, malgré une faible offre. Néanmoins, le marché est en cours de reprise après les fêtes de fin d'année.
- Bovins maigres : En cette première semaine de l'année 2018, cours facilement reconduits pour la reprise.

**POLITIQUES**



Lors du séminaire PAC organisé par le ministre de l'Agriculture Stéphane TRAVERT le 19 décembre, l'option d'un cofinancement du Premier Pilier a été définitivement abandonnée. Pour la France, il doit en être de même pour le financement de la gestion des crises, ainsi que des outils rémunérant la performance environnementale et accompagnant la transition écologique des systèmes, « car l'atteinte de nos objectifs environnementaux communs ne doit pas dépendre de la capacité des États membres à déployer des financements dédiés ».

**SANITAIRE**



Le contexte épidémiologique et l'analyse coûts-bénéfices ont conduit à renoncer à la stratégie initiale d'éradication du BTV4 au profit de l'extension de la zone réglementée à l'ensemble de la France continentale. Une priorisation de la vaccination à certaines catégories d'animaux (ovins, échanges, export...) sera parallèlement instaurée.

**MISE EN ŒUVRE D'ELEVEUR & ENGAGE**

Le vendredi 15 décembre, s'est tenu une rencontre « Eleveur & engagé » avec le Groupe Casino. En sortie de ces échanges, s'est confirmée la volonté de l'enseigne de poursuivre la démarche, en remontant dès que possible les numéros d'animaux entrés dans la démarche sur le 2ème semestre 2017, mais également en développant une communication plus forte de la démarche dans les points de vente concernés pour l'année 2018.

**+ EN REGION**

La mobilisation sur les dangers des accords CETA et Mercosur n'a pas faibli sur la fin de l'année 2017. Lozère, Orne, Béarn, Pays Basques... voici quelques-uns des départements à avoir mené localement une action de vérification de l'origine des viandes chez grossistes et enseignes. Une vigilance à poursuivre en 2018 !

**- MAUVAIS POINT**

Aux enseignes de la grande distribution qui souhaitent de nouvelles baisses de prix dans le cadre des négociations commerciales 2018, d'après l'observatoire des négociations commerciales de l'ANIA et Coop de France... Une contradiction forte avec les engagements pris par ces mêmes acteurs dans le cadre des EGA il y a peu !

**FAIT DE LA SEMAINE**

Les conclusions des EGA ont confirmé la nécessité d'une nouvelle construction de prix, plus transparente. Pour une pleine réussite sur le terrain, la nécessaire intervention de l'Etat devra se faire en clarifiant le volet « contractualisation » et en sanctionnant les acteurs qui n'appliqueront pas les nouvelles règles.

**CHIFFRE DE LA SEMAINE**

**70 000**  
Le nombre de demandes ICHN payées au 21 décembre au titre de la campagne 2017 sur 100 000 dossiers déposés. Cela représente un montant de 750 M€, et fait suite à l'ATR représentant 90% de l'aide versée à partir du 16 octobre dernier. Les dossiers restants seront traités début 2018.